Le PS et l'héritage néo-colonial

CLAUDE GABRIEL

DE 1958 à 1981 la Ve République a assumé les tâches qui devaient être les siennes lorsque de Gaulle mit en place le dispositif néo-colonial destiné à maintenir les intérêts fondamentaux du capitalisme français en Afrique. La Ve République a également maintenu les TOM-DOM sous statut colonial, faisant de notre pays la dernière grande puissance colonisatrice. François Mitterrand hérite donc d'une longue histoire de domination impérialiste, de crises, de guerres, de coups d'Etat qui ont marqué le régime précédent.

Le rôle de De Gaulle et de son régime est très souvent méconnu en ce qui concerne l'évolution de la domination économique et politique en Afrique. Il n'est souvent retenu que l'aspect politique de la fin de la guerre d'Algérie, de la communauté franco-africaine et malgache, puis des indépendances. Or, ce qui caractérise fondamentalement les objectifs gaullistes à la tête de l'Etat impérialiste, ce sont les modifications économiques de la domination. En 1958, l'essentiel de la pénétration économique est le fait d'entreprises de traite ou de très petites entreprises industrielles de caractère familial et de faible taux d'accumulation. Démarrée au milieu des années cinquante, l'évolution du dispositif impérialiste va prodigieusement s'accélérer grâce au régime gaulliste pour aboutir à une domination sans partage du capital financier sur ces pays. Peu à peu, en effet, les entreprises coloniales classiques vont se concentrer puis passer sous la coupe des grandes banques privées françaises. De grandes maisons commerciales comme la SCOA, OPTORG ou CFAO vont s'intégrer à la toile d'araignée de Paribas, de la Banque de Suez ou de la banque Rotshchild. Elles vont se doter de départements « industriels ». Elles vont absorber les derniers vestiges des petites entreprises familiales. Le gaullisme et la Ve République sont d'abord synonymes d'élargissement considérable, sous la tutelle du capital financier, du pillage impérialiste. A une époque où s'accélerait l'évolution des conditions socio-économiques et politiques de l'investissement international en Afrique, la cinquième République a su maintenir et renforcer la situation française :

— En maintenant les positions de contrôle obtenues durant la période coloniale dans l'exploitation des matières premières industrielles (phosphates, pétrole, minerais) en fonction des besoins de l'industrie métropolitaine et dans les grandes plantations agricoles qui bénéficient, notamment grâce à la Convention de Lomé, de garanties d'écoulement sur les marchés européens et continuent de dégager des profits importants.

— En aidant aux opérations de centralisation du capital industriel traditionnel.

— En renforçant le contrôle sur la quasi-totalité des sociétés qui assurent les transports maritimes, aériens et routiers avec l'Afrique et en systématisant le redéploiement mondial des grandes compagnies d'import-export.

— En plaçant à la tête de tout ce processus les grandes compagnies financières comme Paribas, Suez, Worms, Rotschild ou Lazard, dans lesquelles l'Etat français à une participation par l'intermédiaire de la Caisse des dépôts ou des compagnies d'assurances comme l'UAP.

L'Etat fort gaulliste correspondait aux vœux de la fraction dominante de la bourgeoisie française. Dans son action impérialiste il a défendu l'aile dominante du capitalisme français. Il a dirigé consciemment l'évolution du système de domination pour le placer sous la houlette des grandes banques. Toute l'affaire du néo-colonialisme, des indépendances formelles et des coups d'Etat n'est compréhensible que si l'on rapporte le projet gaulliste à cette nécessité économique du capitalisme français.

Mitterrand prend la relève

Dans une interview à AFRIQUE INDUSTRIES, le 15 avril dernier, le candidat Mitterrand donnait son point de vue sur les rapports entre l'Afrique et la France. Reprenant tout d'abord à son compte les mythes giscardiens du « nouvel ordre économique international », il cherche à s'en distinguer par le volume de l'aide aux pays concernés : 0.7 % du PNB (contre 0.3 % aujourd'hui) pour l'aide publique au développement, renforcement des crédits préférentiels, du « transfert de technologie » et de la stabilisation des revenus des pays producteurs. Le discours réformiste prend toute sa saveur quand Mitterrand précise que « la volonté politique seule compte » ! De quoi peut-il s'agir ? Va-t-on s'attaquer aux structures de domination impérialiste ? Ou bien, le nouveau président de la Ve République veut-il dire qu'il

s'agit de morale politique ? Une fois nationalisées Paribas, Suez et les autres grandes banques privées, le portefeuille de l'Etat français contiendra la majorité des capitaux investis en Afrique. Dans un pays comme le Sénégal, ces banques contrôlent l'essentiel des investissements privés. Une fois nationalisé ce réseau qui va du pétrôle aux travaux publics en passant par les phosphates, le tourisme, les transports, l'édition, etc., que fera l'Etat français ? *« La volonté politique seule compte »*... Or, justement, nous avons des doutes sérieux sur la volonté politique elle-même. Qu'on en juge.

Clef de voûte du système de domination, la zone franc. Dans la plupart des pays africains. La monnaie locale est le franc CFA, strictement identique à 0.02 francs français. Les banques d'émission régionales sont sous la tutelle de la Banque de France. Il n'est pas besoin de longs développements pour expliquer que se concentre là une grande part de l'attraction des économies africaines vers le « centre » impérialiste. Or, François Mitterrand, dont on a compris que seule sa volonté politique comptait en la matière, déclare dans la même interview : *« Pour les Etats africains, l'appartenance à la zone franc est une garantie non négligeable de sécurité en cette période de fluctuation et d'instabilité »*.

Autre question d'importance, à l'autre bout du dispositif impérialiste, celle des troupes. Mitterrand veut *« donner au monde un autre signal de sécurité et de solidarité que celui des Transalls, Jaguars et autres Alouettes »*. Fort bien. Mais on se souvient qu'à la télévision, face à Giscard, il s'était contenté d'approuver l'intervention des paras français à Kolwesi pour sauver des vies humaines (françaises !). Lorsque, dans la même interview, on lui parle du Tchad, il fustige les faiblesses de la France alors que nous attendrions d'un dirigeant de parti ouvrier qu'il condamne d'abord la politique des Transalls et des Jaguars menée pendant plus de dix ans dans ce pays. Mais le fond de la volonté politique de F. Mitterrand s'éclaire lorsqu'il veut illustrer sa position personnelle en abordant la fameuse question de l'instabilité africaine. Le leader du PS déclare, en effet, qu'il faut *« encourager tout ce qui peut permettre de surmonter les crises au moindre coût (renforcer l'OUA et les structures de coopération supra-étatiques, favoriser politiquement et matériellement les solutions africaines). Enfin, et enfin seulement, poursuivre la coopération en matière militaire et réserver en ultime recours la faculté d'une assistance française plus large en la matière. »* Giscard disait « l'Afrique aux Africains » puis envoyait ses Jaguars. Mitterrand dit « renforçons l'OUA » et les solutions africaines et préparons-nous à une assistance militaire plus « large ». Question de volonté politique sans doute ! Cheysson, notre nouveau ministre des Affaires extérieures pouvait dès lors préciser au MONDE du 28 mai dernier, que la France respecterait ses engagements : *« Encore une fois nous sommes liés par les engagements pris. Donc si quelque chose intervenait demain et qu'un de nos engagements doive être rappelé, nous le satisferons. C'est clair. »* Le petit homme pète-sec qui fut le grand négociateur de la Convention de Lomé associant la CEE à la plupart des Etats d'Afrique, de la Caraïbe et du Pacifique (ACP) prévient donc les jeunes des futurs contingents. « C'est clair », demain il leur faudra peut-être voler au secours du régime ivoirien, sénégalais ou autres. Et bien que notre ministre demande à « réfléchir » sur la meilleure manière et la meilleure formule de protection et de sécurité, on attend en vain le moindre mot sur le retrait des troupes françaises.

Tout comme F. Mitterrand dans l'interview déjà citée, Cheysson répète que *« L'Afrique est le continent le plus proche de nous, géographiquement, linguistiquement, culturellement »*. Que de discours officiels depuis des décennies ont consacré cette amitié franco-africaine ! Mais de quelle Afrique s'agit-il ? Celle des masses laborieuses ou celle des notables et bourgeois au pouvoir ? Linguistiquement et culturellement, nous dit Cheysson, quand justement c'est sur ces terrains-là que se révèle très nettement la coupure entre les élites locales et les paysans et ouvriers.

En nommant Guy Penne au poste de conseiller pour les affaires africaines et malgaches à l'Elysée, Mitterrand semble vouloir maintenir la tradition gaulliste du « domaine réservé ». L'absence totale d'affolement dans les capitales africaines après sa victoire électorale montre aussi que les classes dirigeantes locales ne sont pas particulièrement apeurées par les risques de changement. Protégé par plusieurs milliers de soldats français, le président centrafricain Dacko a pu, quelques jours

après le 10 mai, repousser à une date indéterminée les élections législatives dans ce pays, puis dissoudre la principale centrale syndicale. Mitterrand est resté silencieux, le PS aussi.

Et puis il y a l'Internationale socialiste... Le sérail social-démocrate ne contient pas que des prix de vertu mais voilà qu'y pénètrent maintenant les partis réactionnaires, bourgeois et néocoloniaux comme le PS sénégalais de Senghor et Abdou Diouf, le Parti travailliste mauricien ou le PSD tunisien. *« La volonté politique seule compte »*... En effet, nul doute que le nouveau gouvernement français ne remette pas en question les assises mêmes de la domination de ces amis africains.

Les cent jours de Mitterrand ont déjà permis de se faire une opinion sur la politique de l'Elysée envers l'Afrique et l'impérialisme français. Trois aspects essentiels ont été éclairés par l'actualité. La question des troupes françaises en Afrique a d'ores et déjà percé sous les affaires de Gambie, de Centrafrique et de Djibouti. La question du pillage économique par le patronat français est partie prenante du débat sur les nationalisations. Et, enfin, l'évolution du statut des immigrés renforce certaines illusions sans résoudre véritablement le problème.

Les troupes françaises sont-elles neutres ?

Le 30 juillet 1981, un coup d'Etat renverse en Gambie le régime du président Jawara. Quelques heures plus tard les troupes sénégalaises entrent en Gambie faisant en huit jours 500 victimes et plus de 1000 prisonniers afin de rétablir l'ordre. La troupe sénégalaise n'a pas seulement affronté les putschistes, elle a dû remettre au pas une population qui profitait des événements pour laisser libre cours à sa haine de Jawara. Des émeutiers ont pillé le supermarché de la Compagnie française de l'Afrique de l'Ouest (CFAO), vieux symbole du commerce lucratif et de la consommation de luxe. Or, les troupes sénégalaises rodées à leur rôle contre-révolutionnaire après des expéditions analogues, au Zaïre et une première fois en Gambie, sont largement dépendantes de l'encadrement, du soutien logistique et de l'armement français. Outre la présence dans la banlieue de Dakar, capitale du Sénégal, de plusieurs centaines de militaires français, la troupe sénégalaise est de longue date une armée vivant dans l'ombre de sa grande tutrice. L'intervention en Gambie était connue de Paris. Elle n'a pu se réaliser que grâce à la présence française au Sénégal. Quand la presse française se faisait l'écho de rumeurs sur l'aval de Mitterrand à Abdou Diouf, le président sénégalais, l'Elysée et le gouvernement restaient silencieux, confirmant ainsi que les affaires africaines devaient rester le plus loin possible du jugement des travailleurs. Comme pour mieux confirmer l'importance de l'axe Paris-Dakar, la France vient d'ailleurs d'attribuer au Sénégal un prêt de 9 millions de francs pour la construction d'une école d'officiers. Membre de l'Internationale socialiste, le Parti socialiste au pouvoir au Sénégal va sans doute profiter d'un soutien politique sans faille du PS français. Les socialistes français ne sont pas seulement en solidarité avec ce parti bourgeois réactionnaire, ils sont dans le régime sénégalais. Par le truchement des coopérants et des conseillers politiques, le PS est présent à Dakar de longue date. Il y joue le jeu des institutions et du néo-colonialisme.

Deux autres pays ont fait parler d'eux récemment. La République centrafricaine a connu un putsch militaire qui a mis fin au pouvoir de Dacko, successeur de Bokassa. A Djibouti, en Afrique orientale, le président Hassan Gouled a fait emprisonner les dirigeants d'un parti d'opposition récemment créé, le Parti populaire djiboutien (PPD). Y-a-t-il un lien entre ces deux faits ? Sans doute pas si l'on s'en tient aux seuls événements politiques conjoncturels. Mais c'est une autre affaire si on prend le problème différemment, si l'on s'interroge sur les droits démocratiques dans ces pays, le sort quotidien des masses et la faiblesse des équipes dirigeantes. En Centrafrique il y a, officiellement, plus d'un millier de soldats français ; à Djibouti il y en a plus de cinq mille. Dans ces deux cas le pouvoir politique est formel et rien ne peut se faire sans l'avis des Français, ambassade et état-major. En Centrafrique il y a un soldat français, suréquipé, encadré et formé, pour trois soldats centrafricains. A Djibouti, la vie économique se nourrit essentiellement de la consommation des troupes étrangères et la politique s'y fait selon les tactiques diplomatiques françaises dans la région située au nord de l'océan Indien,

entre l'Ethiopie et la Somalie. Y a-t-il une indépendance politique de ces pays qui ferait qu'un Dacko peut manigancer librement un putsch à froid, sorte de passation négociée du pouvoir à l'armée, sans que l'impérialisme français n'y soit profondément impliqué ? Y a-t-il une dictature à Djibouti qui ne soit pas dépendante de l'occupation militaire française ? Poser ces questions, c'est y répondre. Ceux qui pensent que seule « la volonté politique compte » maintiennent l'illusion ou le mensonge.

Le gouvernement français nous joue le numéro de la neutralité des troupes françaises. Le coup de Bangui ? Les troupes françaises étaient consignées dans leurs campements, nous dit C. Hernu essayant d'asséner un démenti sans faille à ceux qui savent que l'Etat centrafricain n'existe financièrement et militairement que parce que Paris le maintient à bout de bras. Il nous importe peu de savoir de quelle manière il a été suggéré à Dacko de permettre à l'armée de prendre sa place. Le résultat est que le nouveau pouvoir militaire verrouille toujours la possibilité pour les masses laborieuses de ce pays de liquider les restes de la dictature de Bokassa et d'obtenir enfin les droits démocratiques élémentaires. Par sa présence militaire, la France ne fait pas que cautionner ces régimes. Elles les arme, les soutient et les renforce. Le gouvernement français vient de décider de laisser au Zaire les troupes françaises qui encadrent l'un des régiments d'élite du dictateur Mobutu.

Le rôle de Paribas et Suez

L'ouverture à Paris de la conférence des Nations unies sur les pays les moins avancés (PMA), et les discours des nouveaux dirigeants français ont permis de se faire une idée précise de leur « volonté politique » d'en découdre avec le sous-développement et la misère. Pour Jean-Pierre Cot, ministre de la Coopération et du Développement, *« il faut que la politique d'aide au tiers monde ait des retombées pour la France. (...) C'est,* dit-il, *une condition de sa mise en œuvre. Je le dis sans honte et sans retenue. Le discours généreux sur l'aide conduit au recul. »* (LE MONDE 1.9.81). Tout en reconnaissant que, jusqu'à présent, *« les résultats des stratégies de développement n'ont pas été jusqu'ici convaincants »*, le ministre reprend les concepts giscardiens de *« nouvel ordre économique international »*. F. Mitterrand, à son tour, dira qu'aider le tiers monde c'est s'aider soi-même à sortir de la crise. Mais le président de la République va plus loin. Il reprend les idées les plus douteuses du patronat, la « concurrence du tiers monde » et refuse de reconnaître que le marché des capitaux accentue la ségrégation entre nations. Mitterrand déclare, en effet, que *« la concurrence des pays récemment industrialisés menace sans doute quelques-uns de nos secteurs affaiblis mais globalement cette concurrence est le signe du développement de tous, de l'apparition de partenaires inédits, fournit la preuve que s'ouvrent de nouveaux marchés »* (LE MONDE 2.9.81).

A quoi fait allusion F. Mitterrand ? A l'industrie textile, par exemple, puisqu'il s'agit d'un argument rabaché selon lequel nos usines ferment à cause de la concurrence de pays comme Taiwan ou la Corée du Sud ? Laissons de côté le fait que ces fameuses industrialisations du tiers monde ne réduisent nullement la misère des larges masses. Mais notons par contre que l'observation attentive du marché international des capitaux et des investissements industriels fournit une autre explication que celle de Mitterrand. C'est ainsi que, malgré cette prétendue concurrence du tiers monde, les sociétés textiles des cinq principaux pays impérialistes concentraient encore, en 1977, 94 % du chiffre d'affaires des cent plus importantes entreprises de textile du monde et représentaient 76 % de celui des cents suivantes (LE MONDE DIPLOMATIQUE, juillet 1981). Il ne s'agit donc ni de concurrence réelle ni de « transfert de technologie », mais bel et bien, comme le reconnaissent d'ailleurs les revues patronales, du redéploiement industriel des capitaux occidentaux. Alors, pourquoi Mitterrand maintient-il l'illusion ? Il le fait parce que tout le discours réformiste vise à cacher que le sous-développement est le résultat du pillage des multinationales, des lois du marché, et de la domination politique et militaire de l'impérialisme. On ne peut dire, d'une part, que la « coopération » est une question de « volonté politique » et reconnaître que le textile du nord de la France est en crise parce que la recherche du profit conduit les capitaux à aller chercher ailleurs un

ABONNEMENTS

coût moindre de la main-d'œuvre. Cet « oubli » de F. Mitterrand dans ses discours officiels sur les pays les moins avancés camoufle la réalité objective du pillage des pays sous-développés (sans distinction entre pauvres et plus pauvres). Huit des trente et un pays les plus pauvres sont plus directement sous le contrôle de l'impérialisme français.

Le discours réformiste et technocratique sur le « sous-développement » et le « nouvel ordre économique » exige deux démarches simultanées : d'une part, insister fortement sur le rôle des aides publiques aux Etats les plus démunis et, d'autre part, cacher le rôle central de l'intervention financière, commerciale et industrielle des firmes privées occidentales. Mitterrand excèle visiblement dans cet exercice. La politique de la France est donnée pour exemplaire à partir du moment où elle fixe l'objectif de 0.15 % de son PNB en aide publique aux PMA. Ainsi les rapports « Nord-Sud » se résumeraient-ils à quelques refontes du marché (tentatives de stabilisation des recettes à l'exportation pour les pays pauvres, réduction des endettements...), auxquelles il conviendrait d'ajouter une aide financière des nations riches en quantité suffisante pour faire tourner les machines étatiques. L'aide publique sert généralement deux registres de dépense dans ces pays : le fonctionnement de l'appareil d'Etat (forces militaires comprises) et les projets d'infrastructure (routes, ports, énergie, etc.). L'aide publique se situe donc en amont des projets industriels qui ravissent tant les investisseurs privés occidentaux dans ces pays. Augmenter l'aide publique c'est aussi augmenter ce qui tombe dans l'escarcelle des classes dirigeantes locales. Voilà quelques mois, un des ministres de Dacko en Centrafrique (l'un des PMA) admettait, en Conseil des ministres, que « par manque de confiance » (!) son ministère n'avait d'autre compte en banque que le sien ! De plus, l'aide publique se transforme sur place en aide aux investissements industriels des multinationales. Le type de développement implicitement proposé dans tous ces débats (transferts de technologie, développement des petites et moyennes entreprises, « joint ventures », complexes industriels à vocation régionale...) signifie que l'aide des Etats impérialistes servira en dernière instance aux grands groupes capitalistes.

Mitterrand fait silence sur ce second aspect. Les beaux discours cachent le rôle ô combien contraignant de la zone franc, des banques « nationales » contrôlées par la BNP, le Crédit lyonnais ou la Société générale. Ils dissimulent que, dans un pays comme le Sénégal, Paribas, Indo-Suez et quelques autres se partagent l'essentiel des investissements industriels et commerciaux pour se livrer à un pillage systématique de la force de travail et des richesses. Aujourd'hui, les grandes compagnies financières vont être nationalisées. Le régime de F. Mitterrand a la possibilité de nationaliser l'ensemble de leurs avoirs, y compris ceux réalisés à l'étranger. Paris, pourrait engager des négociations retentissantes avec les Etats africains concernés pour aboutir à la rétrocession de ces investissements, produits de plus d'un siècle d'exploitation coloniale et néocoloniale. Une telle attitude serait celle d'un gouvernement agissant vraiment au nom des travailleurs qui l'ont porté au pouvoir. Un tel acte anti-impérialiste de portée mondiale souléverait l'enthousiasme de millions de travailleurs dans les pays dominés. Mais nous sommes loin d'une telle politique. Le débat sur les nationalisations porte fort peu sur les avoirs à l'étranger. Et, quand il le fait, ce n'est que pour traiter des investissements réalisés dans les autres pays industrialisés. Certes, la majeure partie des investissements français à l'étranger se font dans ces pays, mais les 5 ou 6 % des actifs que Paribas a en Afrique y jouent un rôle considérable compte tenu de l'étroitesse du marché.

Nationaliser et rétrocéder aux peuples dominés

Il ne peut y avoir de débat sur les nationalisations sans aborder cette question. Et la manière dont le PS se soustrait au problème est bien plus révélatrice que tous les discours officiels sur le « nouvel ordre économique international » dont on se gargarise en haut lieu. Parce que la Ve République a su renforcer la pénétration française en Afrique et qu'elle a placé cette conquête entre les mains du capital financier, il est ridicule de réduire la politique gouvernementale française à des notions idéologiques. Quiconque renonce à véritablement exproprier le grand patronat renonce simultanément à porter un coup décisif à l'impérialisme français.

abonnement

Profitez de la campagne d'abonnement d'essai couplé ROUGE-CRITIQUE COMMUNISTE, pour trois mois : 90 FF.

Abonnement séparé pour CRITIQUE COMMUNISTE :
1 an : 100 FF

Abonnement séparé pour ROUGE :
1 an : 230 FF (étranger, 320 FF).

Chèque à l'ordre de PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil.

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

.....